

**Asie**

---



## Afghanistan : la « guerre aux drogues » des États-Unis, prétexte ou réalité ?

Julien Mercille<sup>1</sup>

**États-Unis et Otan mènent officiellement une guerre contre les drogues en Afghanistan, pour réduire la production d'opium et affaiblir les talibans, tenus responsables du narcotrafic. Les motifs réels de leur politique antidrogues peuvent toutefois être interrogés au vu de leur comportement sélectif sur le terrain. La drogue est-elle la cible véritable des combats ou un prétexte pour s'attaquer aux opposants de la politique états-unienne ?**

Les États-Unis et l'Otan affirment qu'ils mènent une guerre contre les drogues en Afghanistan pour réduire la consommation d'héroïne en Occident ainsi que localement, et pour affaiblir les talibans, désignés responsables de cette économie illicite. Cet article prétend à l'inverse que Washington ne mène pas une vraie guerre contre les drogues en Afghanistan. Cette affirmation s'appuie sur l'examen de plusieurs aspects de la stratégie américaine, qui démontrent que les autorités états-uniennes ont jusqu'à ce jour constamment soutenu ou toléré le narcotrafic. La guerre déclarée contre les drogues est biaisée car elle ne vise que les individus et les factions en lien avec l'insurrection, alors que les alliés des États-Unis impliqués dans le narcotrafic ne sont pas inquiétés. D'où la thèse selon laquelle la lutte contre les drogues ne serait qu'un

---

1. Professeur à la School of Geography, Planning and Environmental Policy à l'University College de Dublin, auteur de *Cruel Harvest: US Intervention in the Afghan Drug Trade*, Londres, Pluto Press, 2013.

prétexte pour éliminer l'insurrection et non une tentative réelle de réduire la production et la consommation de stupéfiants.

Au cours des dernières années, l'Afghanistan a produit pas moins de 7 700 tonnes d'opium brut par an, ce qui représente 90 % de la production mondiale et correspond à une valeur de quelque trois milliards de dollars en Afghanistan et de soixante milliards dans le reste du monde<sup>2</sup>. L'opium et l'héroïne bruts sont acheminés d'Afghanistan vers les marchés de consommateurs (dont le plus lucratif est le marché européen) par trois itinéraires principaux : vers la Turquie et l'Europe occidentale à travers l'Iran ; vers l'Afrique, l'Asie, le Moyen-Orient et l'Iran en passant par le Pakistan et vers la Fédération de Russie par l'Asie centrale. Une quantité relativement faible d'héroïne afghane atteint les États-Unis, leur approvisionnement étant principalement assuré par le Mexique et la Colombie (Département d'État, 2010 ; ONUDC, 2010).

On considère également que l'Afghanistan est devenu le premier producteur mondial de haschisch, dont les exportations s'élèvent entre 1 500 et 3 500 tonnes par an. La valeur totale des exportations n'est pas connue, mais il est probable qu'elle soit nettement inférieure à celle des opiacés (environ 15 % selon certaines estimations). Le présent article se limite aux opiacés eu égard à la faible disponibilité d'informations sur l'industrie du haschisch (Clarke, 2010 ; Mercille, 2010 ; ONUDC, 2010).

### **Interprétation conventionnelle**

La version conventionnelle de la « guerre contre les drogues » a été présentée par plusieurs responsables, anciens et actuels, du gouvernement des États-Unis, notamment par les secrétaires adjoints du Bureau des affaires internationales de stupéfiants et de répression, qui relève du Département d'État, ainsi que par des responsables de la Drug Enforcement Administration (DEA). Cette interprétation est également reprise dans différents rapports du Congrès. Des organismes internationaux de contrôle des stupéfiants, tels que l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) ont aussi repris l'essentiel de cette version à leur

---

2. Toutefois, la production totale en 2010 est estimée à 3 600 tonnes, soit une diminution de 48 % par rapport à 2009, due en partie aux maladies qui ont frappé les cultures d'opium (ONUDC, 2010). Sur l'importance des narcotiques dans l'économie afghane, voir Ward et Byrd (2004).

compte, de même qu'un certain nombre de spécialistes et de journalistes (Braun, 2009; Charles, 2004; Davids, 2002; Ehrenfeld, 2005; Peters, 2009; Sénat, Committee on Foreign Relations, 2009).

En dépit de divergences de second plan, les narrations officielles partagent les principaux points suivants :

- les États-Unis et l'Otan mènent une guerre contre les drogues en Afghanistan ;
- les talibans constituent la force motrice de l'industrie des drogues, qui alimente l'insurrection en lui fournissant des ressources financières considérables ;
- la concentration de la culture de l'opium dans le sud et l'ouest du pays, régions où les talibans sont les plus actifs, est la preuve que les insurgés sont responsables de la production massive de narcotiques ;
- les talibans sont impliqués depuis peu dans le trafic des précurseurs chimiques, qui leur procure une source de profits supplémentaire<sup>3</sup> ;
- les talibans et les trafiquants blanchissent l'argent de la drogue en recourant au système financier informel *hawala*, ce qui rend la prévention difficile<sup>4</sup> ;
- l'héroïne est la drogue la plus mortelle au monde, ce qui impose d'en réduire l'approvisionnement ;
- des fonctionnaires et policiers corrompus sont également impliqués dans les stupéfiants et en tirent un avantage financier ;
- la solution à ce problème consiste à combiner l'éradication des champs d'opium, l'arrestation des trafiquants afghans et l'appui au « développement alternatif » – ce dernier vise à amener les cultivateurs à abandonner la culture de l'opium au profit d'autres cultures ou d'autres occupations.

Dans cette conception, le gouvernement et les militaires états-uniens se préoccupent des drogues car elles constituent des substances dangereuses et nuisibles liées à la criminalité et à l'insurrection. De cette vision découlent les opérations menées en

---

3. Les précurseurs sont des produits chimiques introduits illégalement en Afghanistan qui servent à la transformation de l'opium en morphine et en héroïne.

4. Le système *hawala* est un système informel de transferts financiers utilisé en Afghanistan parallèlement au secteur bancaire officiel. Il traite les transferts financiers, les opérations de change et, souvent, l'argent de la drogue. Sous le régime des talibans (1996-2001), les marchés *hawala* se sont complètement substitués au secteur bancaire officiel (Thompson, 2006).

Afghanistan afin de réduire la production d'opium et d'héroïne, un objectif articulé à l'objectif global de la victoire sur les talibans en vue d'apporter la « stabilité » au pays. Étant donné le rôle important (majeur selon certains auteurs) que les militants islamistes jouent dans le narcotrafic, l'insurrection et l'industrie des stupéfiants se renforcent mutuellement : les talibans encouragent la culture de l'opium et, en retour, le narcotrafic finance leurs opérations.

C'est pourquoi la réduction de l'offre de drogues affaiblira inmanquablement l'insurrection, tandis que l'élimination de combattants provoquera une baisse de la culture d'opium. La localisation des talibans dans des zones géographiques de culture de l'opium, surtout dans le sud et l'ouest, témoignerait aussi de l'importance du lien entre drogues et insurrection. La participation des talibans au trafic des précurseurs aggraverait encore le problème. Le blanchissement de l'argent de la drogue via le système *hawala* complique les opérations visant à geler ces avoirs financiers ou à repérer les trafiquants qui recyclent l'argent sale.

Les analystes reconnaissent que la police et les fonctionnaires afghans tirent profit du narcotrafic, mais ils imputent généralement ce phénomène à la corruption, donnant l'impression que ce qui est nécessaire, c'est d'éliminer les « moutons noirs » plutôt que de réorienter radicalement la politique suivie par les États-Unis. Enfin, les guerriers de la drogue tiennent à mettre en avant les opérations menées dans les pays fournisseurs, telles que l'éradication, la substitution des cultures et le développement alternatif.

Les partisans de cette conception conventionnelle sont nombreux. Quelques exemples représentatifs suffiront pour l'illustrer. Le général David Petraeus, à l'époque chef du commandement central des États-Unis et actuellement chef des forces américaines et de l'ISAF (International Security Assistance Force) en Afghanistan, a exprimé un point de vue largement partagé en s'adressant en ces termes au Comité des forces armées du Sénat des États-Unis en mars 2010 : « *Une autre composante de notre stratégie vise à démanteler le narcotrafic, qui procure un financement important à l'insurrection. Cet argent de la drogue est une sorte d'oxygène qui permet à ces factions d'agir* » (Sénat des États-Unis, 2010).

Dans son livre *Seeds of Terror: How Heroin Is Bankrolling the Taliban and al Qaeda*<sup>5</sup>, Gretchen Peters développe une réflexion du

---

5. En français : « Graines de terreur : comment l'héroïne finance les talibans et al-Qaeda ».

même ordre : « l'association entre les narcotrafiquants, les groupes terroristes et le crime international est le nouvel axe du mal. Elle ne s'arrête pas aux frontières poreuses de l'Afghanistan. En termes de parts de marchés, cette coalition [d'insurgés talibans et de narcotrafiquants] a rapidement pris le dessus : l'opium produit dans les provinces méridionales, où l'insurrection engrange des profits financiers, représente quelque 80 % de l'approvisionnement mondial en 2008 » (Peters, 2009).

De même, pour le Département d'État, « le lien entre la culture de l'opium, le narcotrafic et les factions d'insurgés est devenu plus évident en 2009 ; presque tous les champs d'opium d'une certaine taille se trouvent actuellement dans des régions où opèrent des éléments insurgés. Cette culture se limite dans une bonne mesure à six provinces dans le Sud et l'Ouest du pays. Les narcotrafiquants assurent un soutien financier et matériel, sous la forme de véhicules, d'armes et d'abris, aux insurgés, qui, en échange, fournissent une protection aux cultivateurs et aux trafiquants tout en leur promettant d'empêcher le gouvernement afghan d'intervenir dans leurs activités » (Département d'État, 2010).

Dans un article récent intitulé « Opium wars » (Guerres de l'opium) le *National Geographic Magazine* adopte le même raisonnement (Draper, 2011). Il explique, photos à l'appui, comment les talibans sont impliqués dans le narcotrafic, alors que les Américains et leurs *marines* mettent tout en œuvre pour favoriser le développement agricole du pays afin que les cultivateurs renoncent à la culture de l'opium.

Des divergences existent bien sûr entre les commentateurs conventionnels (*mainstream*) sur la tactique à suivre, certains estimant par exemple qu'il faut donner la priorité à l'éradication quand d'autres pensent qu'il faut plutôt interdire et favoriser les « sources alternatives de revenu ». Mais, comme c'est souvent le cas dans les débats entre analystes conventionnels, leurs points de vue reflètent les différences de position dans les cercles gouvernementaux (en l'occurrence entre l'appel du gouvernement Bush à une éradication et la préférence d'Obama pour l'interdiction et le développement). Par exemple Thomas Schweich, nommé en 2007 par le président George W. Bush coordinateur pour la lutte contre la drogue et la réforme de la justice en Afghanistan, était un ardent défenseur de l'éradication, tandis qu'un certain nombre de chercheurs (généralement libéraux) ont contesté cette méthode et prôné le développement

alternatif comme moyen d'inciter les cultivateurs à se détacher de la culture de l'opium (Schweich, 2008). Il n'en reste pas moins que ces analystes, en dépit de leurs différences, se concentrent sur les insurgés et les « terroristes » et omettent de se pencher sur les rôles des États-Unis et de l'Otan.

Vanda Felbab-Brown, politologue à la Brookings Institution, préconise l'interdiction et l'introduction de sources alternatives de revenu pour lutter contre la production de drogues parce que de telles méthodes ne contribuent pas à accroître le « *capital politique* » des insurgés (c'est-à-dire leur soutien populaire) (Felbab-Brown, 2010). Elle s'en tient cependant uniquement au « *lien entre les drogues et l'insurrection en Afghanistan* », et l'objectif de son livre est de conseiller les « *gouvernements attaqués, comme le sont ceux d'Afghanistan et de Colombie* » sur la façon « *de s'imposer définitivement à la fois aux éléments insurgés et aux économies illégales dont ces derniers tirent une bonne partie de leur force* ». Les paysans et les cultivateurs de Colombie et d'Afghanistan, régulièrement attaqués par leur propre gouvernement et ses alliés (seigneurs de guerre, organisations paramilitaires, Otan et États-Unis), voient sans doute la situation d'un autre œil. Pour sa part, Felbab-Brown considère comme secondaire le fait que ces gouvernements et leurs alliés soient directement impliqués dans le narcotrafic et en retirent des bénéfices.

### **Interprétation critique**

Nous avançons de notre côté une interprétation alternative de la guerre contre les drogues en Afghanistan, qui considère que celle-ci n'est pas « réelle » mais s'assimile plutôt à un artifice rhétorique utilisé par les élites et le gouvernement américains comme prétexte pour justifier l'intervention contre des groupes qui contestent l'hégémonie des États-Unis à l'étranger. D'autres auteurs ont développé cette même interprétation à d'autres époques et pour d'autres régions. Cet apport-ci peut être considéré comme complémentaire à leurs travaux (Chien, Connors & Fox, 2000; Chomsky, 2000; Reinerman & Levine, 1997; Stokes, 2005).

Cette réflexion part du présupposé suivant lequel la politique étrangère des États-Unis est façonnée en premier lieu par les intérêts politico-économiques globaux des élites américaines. La promotion de ces intérêts passe par l'extension des marchés et des opportunités d'investissement, le soutien et la protection des



gouvernements amis et, fondamentalement, la sauvegarde au niveau mondial d'un climat économique et politique « sain », favorable à la réalisation de ces objectifs, comme l'exposait, il y a plusieurs décennies le rapport « NSC-68<sup>6</sup> ». La géopolitique joue également un rôle, comme par exemple l'enjeu du contrôle sur des territoires stratégiques en Eurasie en vue de contrecarrer l'influence de la Russie et de la Chine sur ce continent (Brzezinski, 1988).

Un autre besoin important pour les États-Unis est celui de maintenir leur « crédibilité » (McMahon, 1991; Chomsky, 1989), une démarche qui consiste essentiellement pour les représentants américains à signaler à ceux qui voudraient défier leur hégémonie que cela ne sera pas toléré. Dans cet esprit, l'absence de réaction ferme (éventuellement militaire) à l'encontre de tentatives, même isolées, d'indépendance ou de défiance pourrait encourager des contestations ailleurs. Les archives diplomatiques (déclassées et rendues publiques) relatives à la politique étrangère de l'après-guerre contiennent de nombreuses références à ces craintes (envers un pays ou des mouvements sociaux poursuivant une voie de développement économique et politique indépendante), qui sont exprimées métaphoriquement en termes d'« effet domino », de « pomme pourrie dans un panier » ou de « cancer en développement ». Toujours dans cette logique, de telles menaces doivent être contrôlées effectivement pour éviter la « contagion ». Bref, les interventions des élites états-uniennes pour préserver leurs intérêts au niveau mondial nécessitent des prétextes et la « guerre contre les drogues » en est un.

Les lignes qui suivent sont consacrées à une comparaison entre les arguments exposés ci-avant et ceux de deux analystes importants, Alfred McCoy et Peter Dale Scott. Le premier a été retenu en raison de l'influence qu'ont eue ses écrits relatifs aux rapports entre le narcotrafic et la politique étrangère des États-Unis, le second du fait du caractère audacieux de sa thèse : le gouvernement états-unien est largement responsable du soutien dont bénéficie le narcotrafic à l'échelle mondiale.

Alfred McCoy a abondamment documenté la nature de la relation entre la CIA et les acteurs de l'économie des drogues à travers le monde. Il a illustré la complicité de la CIA avec le commerce

---

6. Ce document, publié en 1950, présentait la stratégie globale des États-Unis dans le cadre de la guerre froide (Block, 1980).

mondial des drogues depuis la Seconde Guerre mondiale par l'intermédiaire de seigneurs de la drogue locaux, qui se sont avérés utiles pour l'exécution de la stratégie mondiale états-unienne pendant et après la guerre froide dans un certain nombre de pays. Une divergence apparaît cependant concernant la signification et l'usage des guerres de la drogue menées par Washington. Nous insistons sur le fait que les États-Unis ne mènent pas une guerre réelle sur le plan international, mais qu'ils s'en servent uniquement en termes rhétoriques en vue de réprimer des factions ou des individus qui défient le pouvoir américain, tels que les talibans. En revanche, McCoy admet que, depuis Richard Nixon, les présidents américains mènent de réelles guerres contre les drogues, tout en précisant qu'elles ont été inefficaces et contre-productives puisque ces interventions ont abouti à un accroissement de l'approvisionnement global dû à la stimulation de la production à travers le monde.

Par exemple, McCoy écrit qu'au début des années 1970, « *Nixon a remporté une victoire totale lors de la première des quatre guerres contre les drogues menées par les États-Unis... en affectant l'ensemble des ressources coercitives du gouvernement à l'éradication de la production de narcotiques à la source* », mais que, malheureusement, cette victoire a « *libéré des forces de marché qui allaient finalement étendre le narcotrafic sur les cinq continents* », notamment en « *Europe et en Australie, deux continents qui ne connaissaient plus l'héroïne depuis des décennies* » (McCoy, 2004 ; 2003 ; 1992). McCoy résume bien sa position en écrivant que « *les États-Unis et les Nations unies se sont obstinés à appliquer pendant plus de cinquante ans une stratégie contre-productive qui défie la dynamique du marché mondial de la drogue* ». Il compare les dirigeants des guerres que l'Amérique a menées contre les drogues depuis les années 1970 au personnage de « *Mickey Mouse dans le dessin animé Fantasia - un apprenti sorcier cherchant désespérément à empêcher la montée des eaux en attaquant à la hache les balais portant les seaux, avec comme seul résultat de voir les éclats de bois ressusciter sous la forme de balais adultes et l'inondation se transformer en torrent* » (McCoy, 2003).

À l'inverse, je maintiens que les États-Unis ne se sont pas « *obstinés pendant plus de cinquante ans* » et n'ont pas davantage « *affecté toutes leurs ressources coercitives* » à la lutte contre les drogues. Celle-ci ne peut tout simplement pas avoir existé car Washington a longtemps soutenu les narcotrafiquants et a mené

une série d'autres politiques qui ont abouti à tolérer le narcotrafic mondial. En somme, là où McCoy voit « *un clash entre les politiques états-uniennes de la prohibition et de la défense pendant la guerre froide* », nous ne trouvons aucune preuve d'une telle opposition et affirmons que les notions de « prohibition » et de « guerre contre les drogues » sont tout simplement utilisées comme prétextes pour mettre en œuvre des politiques visant à sauvegarder l'hégémonie mondiale des élites américaines. Par conséquent, la « guerre contre les drogues » va de pair avec la « protection » : toutes deux font partie du même processus de sauvegarde du pouvoir de l'élite.

Peter Dale Scott est un auteur prolifique sur la politique états-unienne en matière de drogues qui a avancé plusieurs thèses stimulantes et soulevé une série de questions clés, telles que le rôle des banques occidentales dans le blanchiment de l'argent de la drogue. Le présent article se distingue néanmoins de l'interprétation que Scott fait de la politique étrangère des États-Unis et de ses rapports avec le narcotrafic. Scott est d'avis que cette politique étrangère est largement influencée par des groupes opaques (voir ses références à une « connexion mondiale CIA-drogues », une alliance pragmatique entre les services de renseignements et les acteurs de la drogue)<sup>7</sup>. Il en arrive ainsi à l'idée selon laquelle le gouvernement américain serait intervenu dans le but de stimuler le narcotrafic, peut-être en raison du lobbying exercé par des groupes intéressés, ce qui a donné lieu à un « *système d'intervention permanent, destiné à soutenir l'économie de la drogue* ». Il fait observer que « *le narcotrafic mondial en soi continuera à bénéficier du conflit qui se prolonge... en Afghanistan, et certains parmi ses bénéficiaires pourraient avoir secrètement exercé un lobbying dans ce sens* » (Scott, 2010).

De même, il se demande si Washington n'est pas intervenu en Afghanistan en 2001 pour protéger l'industrie de la drogue en vue de stimuler l'économie américaine : « *Le recours constant des États-Unis à des actions qui ont permis le développement du narcotrafic*

---

7. Ces forces secrètes pourraient même avoir orchestré des événements tels que les attentats du 11 septembre d'après Scott, qui écrit : « *Comme je le démontrerai, les principales guerres menées à l'étranger par les États-Unis sont généralement précédées par des événements importants tels que les incidents du golfe de Tonkin, les attentats du 11 septembre ou les attaques à l'anthrax en 2001. Cela donne à penser que ce que j'appelle la machine de guerre de Washington (notamment, mais pas uniquement, des éléments du Pentagone et de la CIA) pourrait être derrière ces événements* » (Scott, 2010; 2009; 2007 et 2003).

*mondial soulève la même question: les États-Unis ont-ils cherché à garder le contrôle de l'économie mondiale de la drogue afin que les profits qui en découlent viennent renforcer leur économie et échappent aux ennemis communistes?»*. Il suggère que «*l'intervention militaire des États-Unis en Afghanistan en 2001 s'est accompagnée d'une restauration de l'opium sur le marché mondial*», alors que, par le biais d'une prohibition à partir de 2000, les talibans étaient parvenus à éliminer cette culture à l'aube de l'invasion américaine en 2001 (Scott, 2003, 2010; Chossudovsky, 2004).

Nous estimons de notre côté qu'aucune preuve disponible n'accrédite de tels arguments - comme le concède Scott lui-même lorsqu'il écrit qu'il n'a «*aucune preuve que l'intervention militaire américaine constitue un moyen délibéré pour contrôler le narcotrafic mondial*» (Scott, 2003). Le présent article insiste sur le fait que la politique étrangère états-unienne est déterminée par des impératifs politiques et économiques plus larges et qu'il est improbable que des groupes particuliers tels que la CIA ou les narcotrafiquants soient en mesure de pousser la politique gouvernementale dans une voie qui s'écarterait fondamentalement des intérêts prédominants de l'élite.

Dès lors, même s'il faudra encore attendre un certain temps avant de pouvoir consulter les archives internes exposant l'opinion de l'administration Bush concernant l'invasion de l'Afghanistan, je suis d'avis que les États-Unis y sont intervenus pour des motifs identiques à ceux qui ont prévalu lors d'autres interventions effectuées les décennies précédentes, à savoir le souci du maintien de leur crédibilité en attaquant al-Qaeda après les attentats du 11 septembre pour montrer au monde et à ceux qui voudraient défier leur hégémonie que cela ne serait pas toléré. En outre, la localisation de l'Afghanistan près des réserves énergétiques du golfe persique lui donne une grande importance géostratégique (comme l'a explicité la doctrine Carter en 1980), en plus de la possibilité pour les États-Unis et l'Otan de s'implanter en Eurasie et, par la même occasion, d'y contrer la consolidation de l'Organisation de coopération de Shanghai, dirigée principalement par la Russie et la Chine<sup>8</sup>.

Il est tout aussi improbable que l'inquiétude des responsables américains suscitée par la prohibition de la culture de l'opium

---

8. Pour une analyse en termes d'influence, de l'importance de l'Eurasie avant le 11 septembre, voir Brzezinski (1998), Kolhatkar & Ingalls (2006) et Klare (2008).

décritée par les talibans les ait amenés à vouloir intervenir pour la révoquer. Comme l'ont noté des observateurs bien informés, les talibans n'auraient pu maintenir longtemps cette interdiction, car elle privait les agriculteurs d'un moyen de subsistance vital - il s'agissait effectivement d'un « acte de suicide économique », qui a suscité un ressentiment populaire à l'encontre du régime taliban. Cette perte de popularité serait un des facteurs qui explique l'implosion rapide du régime après l'attaque américaine.

Selon David Macdonald, qui a travaillé de nombreuses années au sein de l'ONUDC en Afghanistan et du ministère de la lutte contre les narcotiques à Kaboul, « *en initiant cette interdiction, les talibans, du moins ceux d'un certain rang, étaient bien conscients que cette mesure ne pouvait qu'avoir un caractère temporaire et non durable* ». Cette prohibition a plongé un grand nombre d'agriculteurs dans l'endettement et, « *si les talibans l'avaient maintenue, ils auraient couru le risque de provoquer une révolte parmi les communautés agricoles* » (McCoy, 2010; Macdonald, 2007; Chouvy, 2009). Enfin, quand bien même les talibans auraient réussi à éradiquer définitivement toute production de drogues en Afghanistan, une nouvelle offre serait certainement apparue dans d'autres pays pour répondre à la demande mondiale en stupéfiants, préservant ainsi le narcotrafic au niveau mondial.

La thèse centrale que nous développons dans les lignes qui suivent est que Washington ne mène pas une guerre réelle contre les drogues en Afghanistan, car dans de nombreuses circonstances sa politique s'avère diamétralement à l'opposé de ce que devrait impliquer une telle guerre. Les efforts déployés ont même abouti à une hausse gigantesque de la production d'opium dans le pays, qui est passée de 185 tonnes en 2001 à 6900 tonnes en 2009 (ONUDC, 2010). Plusieurs thèmes seront abordés pour étayer cette thèse : les rôles respectifs joués par les talibans et les alliés locaux des États-Unis dans le narcotrafic, l'erreur consistant à se focaliser presque exclusivement sur la culture de l'opium et à négliger l'argent de la drogue, les sources des précurseurs chimiques utilisés pour fabriquer l'héroïne, le blanchiment de l'argent de la drogue, le soutien apporté par les États-Unis et les pays occidentaux aux drogues les plus mortelles au niveau mondial que sont le tabac et l'alcool et, enfin, l'accent mis sur des politiques inefficaces de contrôle des stupéfiants (répression et opérations menées à l'étranger) et la non-prise

en compte des politiques qui ont fait la preuve de leur efficacité (traitement et prévention).

Comme on le verra, la majorité des commentaires font l'impasse sur la grande responsabilité de Washington dans le bond de la production d'opium depuis 2001 et amplifient le rôle des talibans, qui s'avère mineur sur base des données disponibles. Imputer le renforcement de l'insurrection essentiellement à la drogue permet ainsi aux États-Unis et à l'Otan de se dégager de leurs responsabilités. La présence de troupes étrangères dans le pays ainsi que leurs attaques destructrices à l'encontre des civils sont pourtant des facteurs cruciaux à l'origine de l'accroissement du soutien populaire ou de la tolérance à l'égard des talibans, ainsi que de l'opposition envers les troupes étrangères. En fait, il ressort d'un récent rapport de l'ONU DC qu'une réduction de la production de drogues n'aurait qu'un « *impact minimal sur la menace stratégique de l'insurrection* », puisque les talibans bénéficient d'un « *financement important de la part de donateurs privés du monde entier* » (ONU DC, 2009).

### **Rôle des talibans**

Le rapport de l'ONU DC publié en 2009 est un exemple représentatif de la conception dominante du rôle des talibans dans l'industrie de la drogue afghane. On y affirme que les stupéfiants leur procurent un profit annuel de quelque 125 millions de dollars, ayant entraîné un cercle vicieux de drogue et de terrorisme qui se dirige droit vers l'Asie centrale et menace ses importantes ressources énergétiques. L'ONU DC prétend qu'il y a une décennie les talibans tiraient de la drogue un revenu de 85 millions de dollars par an, mais que ce montant a grimpé à 125 millions depuis 2005. En dépit de cette évolution importante, le rôle joué par ces acteurs dans l'économie de l'opium est moindre que ce que prétend le rapport, et l'argent de la drogue constitue probablement pour eux une source de financement secondaire. En effet, l'ONU DC estime lui-même que 10 à 15 % seulement de leur financement provient de la drogue et 85 % de « *sources étrangères à l'opium* », telles que des dons privés.

Les revenus générés par l'opium en Afghanistan atteignent un montant total d'environ 3 milliards de dollars par an. Selon l'ONU DC, les talibans ne perçoivent que 4 % de cette somme. Les agriculteurs, qui vendent leur récolte d'opium aux trafiquants, en reçoivent 21 %. Qu'advient-il des 75 % restants ? Sont-ils destinés à al-Qaeda ? Il semble que non. Le rapport précise qu'al-Qaeda « ne

*paraît pas jouer un rôle direct dans le trafic de l'opium afghan*», même s'il se pourrait que cette organisation participe à des trafics de « *drogues et/ou d'armes à petite échelle* » le long de la frontière avec le Pakistan. Les 75 % restants sont plutôt captés par des fonctionnaires, la police, des intermédiaires locaux et régionaux et des trafiquants. En d'autres termes, une bonne part des groupes actuellement soutenus – ou tolérés – par les États-Unis et l'Otan sont des acteurs importants du narcotrafic. Il est dès lors trompeur d'affirmer que « *les insurgés talibans retirent du trafic de l'opium d'énormes profits* » (Peters, 2009).

Pour autant l'ONUDDC insiste sur le lien entre les talibans et la drogue et minimise le rôle des factions et individus soutenus par Washington. L'agence semble agir comme un instrument de la politique des États-Unis et de l'Otan : interrogé sur le pourcentage de l'ensemble des revenus de la drogue en Afghanistan qui est capté par les fonctionnaires, le responsable de l'ONUDDC chargé de la supervision du rapport en question s'est empressé de répondre : « *Nous n'effectuons pas ce calcul. Je ne sais pas*<sup>9</sup> ».

La part du montant de l'argent de la drogue qui revient aux différents acteurs impliqués dans le trafic ne peut être estimée qu'approximativement (Shaw, 2006). Cette imprécision est notamment due au manque de données disponibles en raison de la nature illégale d'une telle activité économique et à la difficulté de définir exactement ce qu'est un taliban parmi toutes les factions opposées aux troupes étrangères. En outre, de nombreux acteurs relèvent de plus d'une seule catégorie. Par exemple, un certain nombre de trafiquants sont également membres de la police : devraient-ils être qualifiés de « trafiquants » ou d'« acteurs gouvernementaux » ? De même, nombreux sont les trafiquants alliés simultanément des insurgés, des milices soutenues par le gouvernement et de la police : faudrait-il les considérer comme étant du côté du gouvernement ou des talibans ? La réponse à cette question détermine la manière dont l'argent de la drogue est imputé aux alliés des insurgés et au gouvernement soutenu par les États-Unis et l'Otan.

Par ailleurs, d'autres militants tirent profit du narcotrafic, notamment le réseau Haqqani et le groupe dirigé par Guldbuddin Hekmatyar. Le rapport de l'ONUDDC de 2009 n'a pris en compte aucun de ces groupes. S'ils avaient été inclus, le montant total de

---

9. Entretien réalisé par l'auteur le 2 novembre 2009.

l'argent de la drogue capté par les insurgés aurait pu être plus important. Ou non, car certains de ces groupes étant basés au Pakistan, une partie de leurs revenus issus de la drogue n'aurait pas été imputée sur les trois milliards de dollars du narcotrafic afghan, mais plutôt sur le milliard de dollars du narcotrafic pakistanais. Ce facteur devrait être inclus dans l'équation, ainsi que la part d'argent de la drogue prise par les responsables pakistanais, qui sont des alliés des États-Unis (ONU DC, 2009).

En résumé, il apparaît que les talibans ne sont que des acteurs relativement mineurs du narcotrafic au regard des profits qu'ils en retirent. Toutefois, cela ne signifie pas que les factions soutenues activement par les États-Unis et l'Otan captent tout l'argent restant, car une partie des fonds sont captés par des trafiquants plus ou moins indépendants, des milices, des seigneurs de guerre et des barons locaux. Il n'empêche que les forces américaines et l'Otan ne s'en prennent pas à ces groupes dans la même mesure que les insurgés. Dans le fond peu importe la part exacte de l'argent de la drogue captée par les différentes factions en conflit. Comme l'a formulé très discrètement Gretchen Peter dans un recoin de son livre (car cela contredit sa thèse centrale) : « *Les talibans et leurs alliés retirent probablement du narcotrafic des profits de l'ordre de centaines de millions de dollars, mais un point sur lequel s'accordent presque toutes les personnes interrogées dans le cadre de ce projet est que les bénéficiaires des membres corrompus du gouvernement de Hamid Karzai sont encore plus importants* » (Peters, 2009). Cette affirmation est corroborée par le travail de terrain réalisé par David Mansfield, qui note que parmi les Afghans, « *il y a une conviction croissante dans le Sud que ceux qui travaillent pour le gouvernement sont impliqués plus activement dans le narcotrafic que les talibans* » et que « *les agriculteurs dans certaines des zones les plus rurales déclarent souvent que, dans leur région, ce trafic de drogues illégales ne peut être opéré que par les détenteurs du pouvoir* » (Mansfield, 2010).

### **Rôle des États-Unis**

Au-delà des chiffres discutés ci-avant, il convient d'examiner le rôle plus large joué par la politique étrangère états-unienne en Afghanistan dans le soutien au commerce de la drogue. Le problème ne tient pas tant à l'existence de brebis galeuses au sein du gouvernement et des forces de police qui participent à l'industrie



de la drogue, mais bien au fait que les États-Unis et l'Otan ont une part de responsabilité significative dans l'expansion spectaculaire de la production d'opium depuis 2001 (et même depuis les années 1980)<sup>10</sup>. Les États-Unis ont attaqué l'Afghanistan en 2001, avec pour alliés les seigneurs de guerre de l'Alliance du Nord et les seigneurs de la drogue, auxquels ils ont donné des armes à profusion, des millions de dollars et un soutien diplomatique. Le renforcement et l'enrichissement de ces acteurs leur ont permis de taxer et de protéger les trafiquants d'opium. Il en a résulté une reprise de la production des narcotiques après la période de prohibition imposée par les talibans entre 2000 et 2001, comme l'ont indiqué de nombreux observateurs (Chandra, 2006 ; Corti & Swain, 2009 ; Rashid, 2008).

Dès lors, imputer la situation actuelle à la « corruption » et aux « criminels », c'est ignorer les effets directs et prévisibles de la politique américaine, qui historiquement a régulièrement misé sur le renforcement des patrons de la drogue. Les seigneurs locaux étaient du côté des Américains durant la guerre froide contre la Chine et l'Union soviétique, et leur participation au narcotraffic leur a permis de se procurer des fonds et de renforcer leur position. Par exemple, dans les années 1950, Washington a soutenu les troupes du Kuomintang stationnées en Birmanie, contre la Chine communiste ; pendant la guerre du Vietnam, la CIA s'est alliée avec les seigneurs de la drogue Hmong au Laos, contre les communistes locaux (le Pathet Lao) et a même aidé à transporter l'opium Hmong grâce à Air America, la compagnie aérienne de la CIA.

Dans les années 1980, les Contras soutenus par les États-Unis ont été impliqués dans des opérations de commerce de drogues en vue de financer leur combat contre le gouvernement de gauche des sandinistes au Nicaragua. En Afghanistan, les États-Unis ont armé et financé les moudjahidines dans leur combat contre les envahisseurs soviétiques dans les années 1980. Cette faction, impliquée dans le trafic de l'opium, a bénéficié de la protection et du soutien diplomatique des États-Unis. Ceci contribue à expliquer pourquoi l'Afghanistan, qui n'était qu'un petit producteur de narcotiques, est devenu le principal fournisseur d'opium au niveau mondial (Cockburn & St. Clair, 1998 ; McCoy, 2003 ; Scott & Marshall, 1998).

---

10. Il existe évidemment d'autres facteurs nationaux et locaux, mais l'intervention des pays occidentaux a constitué un stimulant important.

L'impunité et le soutien en faveur des seigneurs de la drogue continuent. Un rapport du Sénat américain d'août 2009 note qu'aucun narcotrafiquant de grande envergure n'a été arrêté en Afghanistan depuis 2006 et que les condamnations les concernant sont souvent annulées par le versement d'un pot-de-vin ou en raison de la protection appuyée d'un haut fonctionnaire, ce qui met en évidence l'inefficacité des efforts déployés en matière de lutte contre les drogues, et ce en dépit des 383 millions de dollars accordés par les États-Unis depuis 2005 pour promouvoir « l'État de droit » et la « réforme de la justice » (Sénat des États-Unis, 2009 ; GAO, 2010).

Certes, des figures importantes comme Haji Bashir Noorzai ont été arrêtées, mais il s'agit d'exceptions. Avant son arrestation à New York en 2005, Noorzaai, surnommé le « Pablo Escobar afghan » par les agents de la DEA avait collaboré avec le gouvernement américain en dépit de son passé de dealer. En 2004, la production d'opium était florissante en Afghanistan et les Américains devaient montrer leur détermination à agir pour contrer le phénomène. Faute de s'entendre sur une politique de lutte contre les stupéfiants, les Américains, le gouvernement britannique et l'administration Karzai se sont mis d'accord pour trouver une cible. Selon un ancien membre de l'ambassade américaine en Afghanistan, « *Zal [Zalmay Khalilzad, ancien ambassadeur américain en Afghanistan] voulait trouver une solution superficielle, mais impressionnante et susceptible de contenter tout le monde... ce qui s'est finalement traduit par l'arrestation de Haji Bashir Noorzai* » (Peters, 2009).

La corruption des gouverneurs, des officiers des douanes et de la police est reconnue. Leurs services de protection aux narcotrafiquants sont largement rétribués en retour. Cette pratique explique pourquoi il arrive que dans certains districts, l'attribution de telles fonctions fasse l'objet d'enchères pouvant grimper jusqu'à 100 000 dollars. Comme l'a récemment déclaré un fonctionnaire du ministère des finances afghan, « *nous mangeons tous de l'argent de la corruption et de la drogue ; seules les quantités varient* » (Rashid, 2008 ; IRIN, 2010).

La politique de contrôle des drogues est généralement supplantée par des objectifs supérieurs en matière de politique étrangère. En 2005, la DEA a trouvé neuf tonnes d'opium dans les bureaux du gouverneur de Helmand, Sher Mohammed Akhundzada. Le président Karzai l'a démis de ses fonctions, mais l'a désigné peu de temps après comme parlementaire, où il siège toujours. Le

cas d'Akhundzada n'a jamais fait l'objet d'une enquête et aucune charge n'a jamais été retenue à son encontre. Le *New York Times* a signalé que la DEA avait été contrecarrée par des représentants du gouvernement américain « *dans ses tentatives de limiter la corruption dans le domaine de la drogue* » et empêchée « *d'entreprendre des actions contre le gouverneur, en raison des liens étroits qu'il entretenait avec les militaires, les représentants diplomatiques et les services de renseignement états-uniens et britanniques* ».

Mais ce n'est pas tout : en 2007, Hamid Karzai a nommé Izzatullah Wasifi responsable de la lutte anticorruption, notamment en matière de drogues, alors qu'il avait été condamné pour avoir vendu de l'héroïne à un agent infiltré dans les rues de Las Vegas pour une valeur de deux millions de dollars ; un délit qui lui avait valu une peine d'emprisonnement de près de quatre années aux États-Unis (Risen, 2007 ; Rubin, 2009). Et plus récemment, le *New York Times* a révélé qu'Ahmed Wali Karzai, le frère du président Karzai, avait longtemps été rémunéré par la CIA en dépit des rapports douteux qu'il semblait entretenir avec le monde de la drogue.

Mais ce cas emblématique ne représente que le sommet de l'iceberg. Selon un ancien représentant de la CIA, « *chaque figure afghane d'une certaine importance a eu affaire au narcotrafic* ». Plus d'un rapport des services de renseignements américains a fait état des liens entre Wali Karzai et les narcotiques : en 2004, d'importantes quantités d'héroïne ont été trouvées près de Kandahar, mais Wali Karzai et un assistant du président ont demandé aux responsables de l'enquête de ne pas confisquer la drogue. En 2006, 110 livres d'héroïne ont été découvertes près de Kaboul. Des responsables américains disposaient d'indices pour relier cette drogue à un intermédiaire de Wali Karzai, mais ces événements n'ont toutefois donné lieu à aucune investigation approfondie (Filkins, Mazzetti et Risen, 2009 ; Risen, 2008).

Les forces de l'Otan ont également contribué à l'expansion de l'industrie de la drogue en parrainant certains trafiquants. Un récent rapport de l'Université de New York relève que, dans la province de Badakhshan, le général Nazri Mahmad, un seigneur de guerre qui « *contrôle une bonne partie de la lucrative industrie de l'opium de la province* », avait obtenu le contrat destiné à assurer la sécurité de l'équipe allemande de reconstruction provinciale. L'ISAF (International security assistance force) s'est alliée quant à elle pour des raisons sécuritaires avec le colonel Abdul Razik – à la tête d'une

milice tribale et chef de la police à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan dans les provinces de Kandahar et de l'Helmand –, également impliqué dans le trafic. Enfin l'Otan a pour mission de soutenir le gouvernement afghan, or, selon un rapport de 2005 le parlement compte dans ses rangs dix-sept narcotrafiquants, en plus d'un nombre important de criminels (Sherman & DiDomenico, 2009 ; Aikins, 2005).

La politique répressive des États-Unis sur le terrain existe bel et bien, mais elle est sélective. Le déroulement des opérations antidrogues le démontrent. En Afghanistan, la DEA est habituellement concentrée sur la poursuite d'une vingtaine de « cibles de gros calibre », c'est-à-dire les trafiquants les plus recherchés du pays du point de vue de l'administration états-unienne. Comme l'affirme Michael Braun, un ancien haut fonctionnaire de la DEA toujours impliqué dans les opérations en Afghanistan, parmi ces vingt individus, « *la plupart, si pas tous, sont membres des talibans. Ceux qui ne sont pas talibans sont étroitement liés à ces derniers* ». Il en résulte que les raids ciblent essentiellement les insurgés.

Un rapport du Sénat note que « *la DEA a détruit vingt-cinq laboratoires d'héroïne en 2009 – tous étaient liés aux talibans* ». De même, en octobre 2009, la DEA et les forces spéciales de l'armée US, en collaboration avec la police antidrogues afghane et des commandos de l'armée afghane, ont pris d'assaut un laboratoire de grande taille, tué seize talibans lors de l'opération et saisi deux tonnes d'opium et d'héroïne. Des raids conjoints de ce type « *ont lieu toutes les semaines* » en Afghanistan d'après Braun. « *Un soutien militaire solide* » est fourni aux opérations antidrogues, qui sont « *planifiées, coordonnées et exécutées conjointement* » par l'armée américaine et le personnel de la lutte contre les drogues : en bref, « *les forces spéciales de l'armée américaine travaillent main dans la main avec des agents de l'administration antidrogues, créant de la sorte une force de frappe anti-insurrectionnelle sans équivalent* » (Braun, 2009).

Qui plus est, comme le caucus du Sénat sur le contrôle international des narcotiques l'a noté, « *les responsables publics afghans corrompus ont miné bien des aspects du programme antidrogues, notamment en utilisant les programmes d'éradication comme moyen d'extorsion et en détournant les ressources des programmes de développement alternatif destinés aux fermiers afghans* » (Sénat des États-Unis, 2010). Dans le même style, des responsables du

gouvernement états-unien ont affirmé au Bureau de l'inspecteur général qu'« *ils ont l'impression que les campagnes d'éradication de plantations d'opium coordonnées par le gouvernement afghan sont hautement sélectives et épargnent généralement les paysans qui sont politiquement connectés* » (Département d'État, 2009). Les fonds de la lutte antidrogues contribuent donc aussi à soutenir les alliés des États-Unis dans le gouvernement afghan, qui utilisent ces fonds pour renforcer leurs positions vis-à-vis de leurs rivaux ou de la population afghane.

### **Géographie fallacieuse**

Ces dernières années, la culture de l'opium s'est concentrée dans le sud du pays, où les talibans sont le plus nombreux. Cette corrélation géographique entre les plantations et l'insurrection est soulignée dans les rapports officiels, notamment ceux de l'ONUDD, qui affirment que 98 % de la culture de l'opium s'effectue dans les provinces méridionales et occidentales de l'Afghanistan, les moins sûres de la région. Des cartes sont utilisées pour illustrer graphiquement cette corrélation spatiale entre les régions de culture et les régions d'insécurité - et pour souligner le contraste avec les régions du nord « sans opium », où les activités militantes sont moins importantes (ONUDD, 2009).

Mais s'il est vrai que les cultures sont concentrées dans le sud, l'argent de la drogue abonde dans le nord et les autres provinces mieux contrôlées par le gouvernement afghan et les troupes étrangères (ONUDD, 2010). Par exemple, la province de Balkh a beau être « sans opium », l'argent de la drogue est partout dans la ville de Mazar-i Sharif; de même, alors que la province de Nangarhar a été déclarée « sans opium » en 2008, elle reste le théâtre d'un important trafic d'opiacés. Comme l'a fait observer Barnett Rubin, un spécialiste de l'Afghanistan, certains responsables occidentaux prétendent que les élites politiques du nord du pays mènent avec succès une lutte contre les stupéfiants alors que rien ne bride l'expansion de l'économie de la drogue dans le sud. Les commandants du nord ont peut-être éliminé les cultures de pavot pour le moment, mais ils sont peu nombreux à s'être attaqués au narcotraffic. La plupart continuent à en tirer d'énormes profits (Rubin, 2007).

## Conclusion

Cet article a tenté de démontrer que les États-Unis ne mènent pas une vraie guerre contre les drogues en Afghanistan, car leur politique de contrôle des stupéfiants est systématiquement à l'opposé de ce qu'il faudrait faire pour réduire la production et la consommation de narcotiques. L'hypothèse avancée est qu'avec la « guerre contre le terrorisme », la « défense des droits humains » et la « libération de la femme afghane », le recours à la formule de la « guerre contre les drogues » a servi de prétexte pour justifier l'intervention. De fait, une caractéristique récurrente de la guerre officielle contre la drogue est que les États-Unis s'en servent pour arrêter ou attaquer uniquement des personnes présumées avoir des liens avec l'insurrection, alors même que les alliés des États-Unis sont eux-mêmes impliqués dans le narcotrafic. Par conséquent, dans la pratique, cette guerre n'a pas pour cible la drogue, mais bien ceux qui s'opposent à la politique américaine en Afghanistan.

Ce conflit n'est donc qu'un moyen pour faciliter l'intervention américaine et la campagne contre l'insurrection. Viser les seuls insurgés et non la drogue est même devenu la politique officielle et explicite de l'administration Obama : celle-ci a récemment élaboré une liste de cibles composée de cinquante « *narcotrafiquants majeurs qui contribuent au financement de l'insurrection* » et qui doivent être éliminés ou capturés par les militaires (Sénat des États-Unis, 2009 ; Risen, 2009). Ainsi, si les trafiquants aident les talibans, ils sont attaqués ; mais s'ils soutiennent les forces gouvernementales, ils sont tolérés, voire soutenus.

Traduction de l'anglais : Maurice Héron

## Bibliographie

- Aikins M. (2009), « The master of Spin Boldak », *Harper's*, décembre, [www.harpers.org/archive/2009/12/0082754](http://www.harpers.org/archive/2009/12/0082754).
- Babor T. *et al.* (2010), *Drug policy and the public good*, Oxford, Oxford University Press.
- Block F. (1980), « Economic instability and military strength: The paradoxes of the 1950 rearmament decision », *Politics & Society*, 10 (1).
- Braun M. (2009), « Statement for the record before the US Senate Caucus on International Narcotics. Control regarding », *US Counternarcotics Strategy in Afghanistan*, 21 octobre, [spectregi.com/us-counternarcotics-strategy-in-afghanistan.pdf](http://spectregi.com/us-counternarcotics-strategy-in-afghanistan.pdf).
- Brzezinski Z. (1998), *The Grand Chessboard*, New York, Basic Books.
- Caulkins J., Kleiman M. & Kulick J. (2010), *Drug Production and Trafficking, Counterdrug Policies, and Security and Governance in Afghanistan*, New York, New York University, Center on International Cooperation, juin.

- Chandra V. (2006), « *Warlords, drugs and the "War on Terror" in Afghanistan: The paradoxes* », *Strategic Analysis* 30 (1), janvier-mars.
- Charles R. (2004), « US policy and Colombia », *Testimony before the House Committee on Government Reform, 17 juin*, [merln.ndu.edu/archivepdf/colombia/State/33663.pdf](http://merln.ndu.edu/archivepdf/colombia/State/33663.pdf).
- Chien A., Connors M. & Fox K. (2000), « The drug war in perspective » in Jim Yong Kim et al. (eds), *Dying for Growth*, Monroe, Common Courage.
- Chomsky N. (1989), *Necessary Illusions*, Cambridge, South End Press.
- Chomsky N. (2000), *Rogue States: The Rule of Force in World Affairs*, Cambridge, South End Press.
- Chossudovsky M. (2004), *The Spoils of War: Afghanistan's Multibillion Heroin Trade*, 5 avril, [www.globalresearch.ca/articles/CHO404A.html](http://www.globalresearch.ca/articles/CHO404A.html).
- Chouvy, P.-A. (2009), *Opium: Uncovering the Politics of the Poppy*, London, I.B. Tauris.
- Clarke R. (2010), *Hashish!*, Los Angeles, Red Eye Press.
- Cockburn A. & St. Clair J. (1998), *Whiteout: The CIA, Drugs and the Press*, London, Verso.
- Corti D. & Swain A. (2009), « War on drugs and war on terror: Case of Afghanistan », *Peace & Conflict Review*, 3 (2), Spring.
- Dauids D. J. (2002), *Narco Terrorism: A Unified Strategy to Fight a Growing Terrorist Menace*, Ardsley, Transnational Publishers.
- Département d'État (2009), *Status of the Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs counternarcotics programs in Afghanistan performance audit*, Arlington, Office of the Inspector General, décembre.
- Draper R. (2011), « Opium wars », *National Geographic Magazine*, 219 (2).
- Ehrenfeld R. (2005), *Funding Evil: How Terrorism is Financed – and How to Stop IT*, Chicago/Los Angeles, Bonus Books.
- Felbab-Brown V. (2010), *Shooting Up: Counterinsurgency and the War on Drugs*, Washington, Brookings Institution Press.
- Filkins D., Mazzetti M. and Risen J. (2009), « Brother of Afghan leader said to be paid by CIA », *New York Times*, 27 octobre.
- GAO (2010), « Afghanistan Drug control », *US Government Accountability Office*, Washington, mars.
- IRIN (2010), « Afghanistan: Running on Drugs, Corruption and Aid », 10 mai, [www.irin-news.org/Report.aspx?ReportID=89078](http://www.irin-news.org/Report.aspx?ReportID=89078).
- Jelsma M. and Kramer T. (2009), « Redefining targets: Towards a realistic Afghan drug control strategy », *Drug Policy Briefing*, 30, Amsterdam, Transnational Institute, décembre.
- Klare M. (2008), *Rising Powers, Shrinking Planet: The New Geopolitics of Energy*, New York, Metropolitan Books.
- Kolhatkar S. & Ingalls J. (2006), *Bleeding Afghanistan: Washington, warlords and the propaganda of silence*, Cambridge, Mass., South End Press.
- Macdonald D. (2007), *Drugs in Afghanistan: Opium, outlaws and scorpion tales*, London, Pluto.
- Mansfield D. & Pain A. (2008), *Counter-Narcotics in Afghanistan: The Failure of Success?*, Kabul, AREU.
- Mansfield D. (2010), *Where Have All the Flowers Gone? Assessing the Sustainability of Current Reductions in Opium Production in Afghanistan*, Kabul, AREU.
- McCoy A. (1992), *Heroin as a Global Commodity: A History of Southeast Asia's opium trade*, in McCoy A. & Block A. (eds), *War on drugs: Studies in the Failure of US Narcotics Policy*, Boulder, Westview Press.

- McCoy A. (2003), *The politics of heroin: CIA complicity in the global drug trade*, Chicago, Lawrence Hill Books.
- McCoy A. (2004), « The stimulus of prohibition: A critical history of the global narcotics trade », in Steinberg M. K., Hobbs J. & Mathewson K. (eds), *Dangerous Harvest: Drug Plants and the Transformation of Indigenous Landscapes*, Oxford, Oxford University Press.
- McCoy A. (2010), « Can anyone pacify the world's number one narco-state? », *TomDispatch.com*, 30 mars, [www.tomdispatch.com/blog/175225/alfred\\_mccoy\\_afghanistan\\_as\\_a\\_drug\\_war](http://www.tomdispatch.com/blog/175225/alfred_mccoy_afghanistan_as_a_drug_war).
- McMahon R. (1991), « Credibility and world power: Exploring the psychological dimension in postwar American diplomacy », *Diplomatic History* 15 (4).
- Mercille J. (2010), « Afghan hash at an all-time high », *Asia Times online*, 20 avril, [www.atimes.com/atimes/South\\_Asia/LD20Df02.html](http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/LD20Df02.html).
- Meyer J. (2006), « Pentagon doing little in Afghan drug fight », *Los Angeles Times*, 5 décembre.
- ONUDD (2010), *Afghanistan opium survey 2010*, Vienna, ONUDD.
- ONUDD (2010), *World drug report 2010*, Vienna, ONUDD.
- ONUDD (2010), *Afghanistan cannabis survey 2009*, Vienna, ONUDD.
- ONUDD (2009), *World drug report 2009*, Vienna, ONUDD.
- ONUDD (2009), *Addiction, crime and insurgency: The transnational threat of Afghan opium*, Vienna, ONUDD.
- ONUDD (2008), *Afghanistan Opium Survey 2008*, Vienna, ONUDD.
- Peters G. (2009), *Seeds of Terror: How Heroin is Bankrolling the Taliban and al Qaeda*. New York, St. Martin's Press.
- Peters G. (2009), « The Taliban and the opium trade », in Giustozzi A (ed), *Decoding the New Taliban*, London, Hurst and Co.
- Rashid A. (2008), *Descent into Chaos*, London, Allen Lane.
- Reinerman C. & Levine H.G. (dir.) (1997), *Crack in America: Demon Drugs and Social Justice*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- Risen J. (2009), « Drug chieftains tied to Taliban are US Targets », *New York Times*, 10 août.
- Risen J. (2008), « Reports link Karzai's brother to Afghanistan heroin trade », *New York Times*, 4 octobre.
- Risen J. (2007), « Poppy fields are now a front line in Afghanistan's war », *New York Times*, 16 mai.
- Risen J. (2006), *State of War*, London, The Free Press.
- Rubin E. (2009), « Karzai in his labyrinth », *New York Times*, 4 août.
- Rubin B. (2007), *Counter-Narcotics in Afghanistan: First Installment*, [icga.blogspot.com/2007/08/counter-narcotics-in-afghanistan-first.html](http://icga.blogspot.com/2007/08/counter-narcotics-in-afghanistan-first.html).
- Schweich T. (2008), « Is Afghanistan a narco-state? » *New York Times Magazine*, 27 juillet.
- Scott P. D. & Marshall J. (1998), *Cocaine Politics*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- Scott P. D. (2010), *American War Machine: Deep politics: The CIA Global Drug Connection, and the Road to Afghanistan*, Lanham, Rowman and Littlefield.
- Scott P. D. (2010), « Can the US triumph in the drug-addicted war in Afghanistan? Opium, the CIA and the Karzai administration », *The Asia-Pacific Journal*, 14 (5), 5 avril, [www.japanfocus.org/-Peter\\_Dale-Scott/3340](http://www.japanfocus.org/-Peter_Dale-Scott/3340).
- Scott P. D. (2010), « Kyrgyzstan, the US and the global drug problem: Deep forces and the syndrome of coups, drugs, and terror », *The Asia-Pacific Journal*, 28 (3), 12 juillet, [www.japanfocus.org/-Peter\\_Dale-Scott/3384](http://www.japanfocus.org/-Peter_Dale-Scott/3384).



- Scott P. D. (2009), « America's Afghanistan: The national security and a heroin-ravaged state », *The Asia-Pacific Journal*, 20 (3), 17 mai, [www.japanfocus.org/-Peter\\_Dale-Scott/3145](http://www.japanfocus.org/-Peter_Dale-Scott/3145).
- Scott P. D. (2007), *The Road to 9/11: Wealth, Empire, and the Future of America*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- Scott P. D. (2003), « The CIA's secret powers », *Critical Asian Studies*, 35 (2).
- Scott P. D. (2003), *Drugs, Oil, and War: The United States in Afghanistan, Colombia, and Indochina*, Lanham, Rowman and Littlefield.
- Sénat des États-Unis, (2009), *Afghanistan's narco war: Breaking the link between drug traffickers and insurgents*, Committee on Foreign Relations, 10 août, Washington, GPO.
- Sénat des États-Unis, (2010), *US counternarcotics strategy in Afghanistan*, Caucus on International Narcotics Control, juillet, [drugcaucus.senate.gov](http://drugcaucus.senate.gov).
- Shaw M. (2006), « Drug trafficking and the development of organized crime in post-Taliban Afghanistan », in Buddenberg D. & Byrd W. (eds.), *Afghanistan's drug industry*, Geneva, ONUDC, Washington, World Bank.
- Sherman J. & DiDomenico V. (2009), *The public cost of private security*, Center on International Cooperation, New York University, septembre.
- Stokes D. (2005), *America's other War: Terrorizing Colombia*, London, Zed Books.
- Thompson E. (2006), « The nexus of drug trafficking and hawala in Afghanistan », in Buddenberg D. & Byrd W. (eds.), *Afghanistan's Drug Industry*, Vientiane, ONUDC, Washington, World Bank.
- US Department of State (2010), *International Narcotics Control Strategy Report 2010*, [www.state.gov/p/inl/rls/nrcrpt/2010/index.htm](http://www.state.gov/p/inl/rls/nrcrpt/2010/index.htm).
- Ward C. & Byrd W. (2004), *Afghanistan's Opium Drug Economy*, Washington, World Bank.

